



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

6 JUILLET 2023

DELIBERATION N° 2023-074-DC

Le six juillet deux mille vingt-trois à 17 heures 30, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis à Le Plus – Pôle de Formation à Saumur, sur convocation de Madame Sylvie PRISSET, 1^{ère} Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire le vingt-neuf juin deux mille vingt-trois et sous la présidence de Monsieur Jackie GOULET CLAISSE

Membres présents :

Président, Jackie GOULET CLAISSE sauf 065 Présidence donnée à Sylvie PRISSET et 066 Présidence donnée à Michel PATTEE

Vice-présidents, Sylvie PRISSET (sauf 066), Michel PATTEE (sauf 067), Nicole MOISY, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE (sauf 067), Marc BONNIN, Anatole MICHAUD, Béatrice BERTRAND (sauf 065), Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION (de 057 à 077), Éric TOURON

Conseillers délégués, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Laurent NIVELLE, Pierre-Yves DOUET, Loïc BIDAULT (de 057 à 084), Gilles TALLUAU (sauf 065)

Conseillers, Amel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Amelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Jean-Luc GIRARD, Éric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Pierre DE BOUTRAY, Alain BOISSONNOT, Nathalie GOHLKE, Christian GALLE, Didier GUILLAUME, Pierre-Yves DELAMARE (de 057 à 082), Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD (de 057 à 082), Gilles BARDIN, Michel DELPHIN, Nathalie MORON, Laurence CAILLAUD, Éric POEHR, Nicole PEHU, Emmanuel BRAULT, Claudie MARCHAND, Arlette BOURDIER, Bernard HENRY
Laurent FERTE, suppléant Alain BOURDIN

Absent (s) / Excusé(s) :

Éric MOUSSERION, Alain BOURDIN, Didier ROUSSEAU, Isabelle GRANDHOMME, Olivier DESCHARD, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Benoit LEDOUX, Jacqueline TARDIVEL, Jean-François MIGLIERINA, Marie-Luce DURAND, Myriam de CARCADAREC, Colette GAGNEUX, Bruno CHEPTOU, Catherine EVILLARD, Patricia COCHET, Isabelle DEVAUX, Sylvain LEFBVRE, François BREE, Noël NERON, Béatrice GUILLON, Marc-Antoine NERON, Nathalie LIEBAULT, Bruno PROD'HOMME, Géraldine LE COZ, Christophe CARDET, Gaëlle FAURE, Sylvie TAUGOURDEAU, Bertrand CHANDOUINNEAU, Patricia VILLARME

Dont excusé(s) ayant donné pouvoir :

Eric MOUSSERION à Rodolphe MIRANDE, Sandrine LION à Béatrice BERTRAND (de 078 à 088), Jacky MARCHAND à Christian GALLE, Jacqueline TARDIVEL à Laurent NIVELLE (sauf 065), Sylvie BEILLARD à Eric TOURON (de 083 à 088), Jean-François MIGLIERINA à Amelle PONCET (sauf 065), Myriam de CARCADAREC à Pierre de BOUTRAY, Bruno CHEPTOU à Laurence CAILLAUD, Catherine EVILLARD à Nicole MOISY, François BREE à Éric POEHR (sauf 065), Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Noël NERON à Arlette BOURDIER, Béatrice GUILLON à Astrid LELIEVRE (sauf 065), Marc-Antoine NERON à Loïc BIDAULT (de 057 à 084), Nathalie LIEBAULT à Thomas GUILMET, Bruno PROD'HOMME à Grégory PIERRE (sauf 067), Géraldine LE COZ à Jackie GOULET CLAISSE (sauf 065), Christophe CARDET à Sophie TUBIANA, Bernard CHANDOUINEAU à Jean-Pierre ANTOINE

Secrétaire de séance : Sylvie PRISSET

	DC 057 à 064	DC 065	DC 066	DC 067	DC 068 à 077	DC 078 à 082	DC 083 à 084	DC 085 à 088
Membres en exercice	81	81	81	81	81	81	81	81
Quorum	41	41	41	41	41	41	41	41
Présents	51	48	49	49	51	50	48	47
Absents - Excusés	30	33	32	32	30	31	33	34
Pouvoirs	17	12	16	16	17	18	19	18
Votants	68	60	65	65	68	68	67	65

FONCTIONNEMENT DES ASTREINTES AU SEIN DES SERVICES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part, au fonctionnement du Conseil Municipal, d'autre part, au Maire et aux adjoints, sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au Président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la Communauté de communes Loire-Longué et de la Communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier ;

Vu l'arrêté préfectoral n° SP Saumur/Interco/2020/01 du 10 janvier 2020 portant mise à jour des Statuts de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 7-1 ;

Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale, notamment son article 5 précisant les règles d'organisation des astreintes dans les collectivités locales et leurs établissements publics,

Vu le décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 fixant les modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 8 juin 2023,

Considérant qu'une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de sa collectivité. Par exception et pour les astreintes de décision, les agents concernés n'ont pas l'obligation de demeurer à domicile ou à proximité.

Si l'agent doit effectivement intervenir, l'intervention sera considérée comme du temps de travail effectif ainsi que, le cas échéant, le temps de déplacement aller-retour sur le lieu de travail.

Cette période pendant laquelle l'agent est soumis à l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité doit être indemnisée au moyen de l'indemnité d'astreinte ou, à défaut, donner lieu à un repos compensateur sous certaines conditions.

La mise en place d'un tel dispositif, susceptible de majorer les risques professionnels et les atteintes à la santé, justifie un encadrement spécifique.

Il appartient à l'organe délibérant, conformément aux dispositions réglementaires énoncées ci-dessus, de déterminer par délibération, les cas dans lesquels il est possible de recourir à des astreintes, les modalités de leur organisation ainsi que la liste des emplois concernés.

Aussi, il est proposé à l'assemblée délibérante de décider d'instaurer le régime des astreintes au sein des services de la Communauté d'agglomération selon le dispositif suivant :

I - RÉGIME DES ASTREINTES

Article 1 - Cas de recours à l'astreinte

Les astreintes sont le cas échéant mises en place dans la collectivité en semaine, les nuits, le samedi, le dimanche et les jours fériés. Les services concernés par les astreintes sont :

- Les équipements sportifs communautaires (astreinte d'exploitation complétée par un renfort en période estivale, et astreinte de décision)
- L'accueil des gens du voyage (astreinte d'exploitation)
- Les services du Dôme (astreinte d'exploitation)
- La Régie Eaux Saumur Val de Loire (astreinte d'exploitation et de sécurité)
- La surveillance des digues (astreinte de sécurité)
- Le service des bâtiments communautaires (astreinte d'exploitation)
- Le service des Systèmes d'Information (astreinte de sécurité)

Article 2 - Modalités d'organisation

Celles-ci doivent déterminer de façon précise :

- les heures de début et de fin de la période d'astreinte ;
- les moyens de communication mis en place pour prévenir l'agent d'astreinte ;
- les obligations pesant sur l'agent d'astreinte ;
- la définition des missions pour lesquelles il est mandaté pour intervenir;
- la manière dont sont comptabilisées les périodes d'intervention...

2-1 – Le service du réseau des piscines

Les astreintes au sein du réseau des piscines sont organisées de la manière suivante :

A - Une astreinte de décision est prévue du vendredi soir au lundi matin et les jours fériés au cours desquels les piscines sont ouvertes.

La personne d'astreinte n'a pas obligation d'être à son domicile ou à proximité.

Mission : les agents des services contactent, en cas de problème, l'astreinte de décision qui déclenche le départ de l'astreinte technique (et de renfort technique si besoin en période estivale).

B - Le service d'astreinte technique est fixé du lundi 6h au lundi suivant 6h.

Obligations de l'agent d'astreinte : l'agent doit être à son domicile ou à proximité et doit être disponible 24h/24h et 7j/7.

Moyens mis à disposition : un téléphone portable professionnel et un véhicule d'astreinte.

Décompte de la période d'intervention : le temps écoulé entre le départ du domicile et l'heure de retour à son domicile dès la mission terminée.

– En période estivale, une astreinte technique de renfort du vendredi soir au lundi matin est prévue.

Obligations de l'agent d'astreinte : l'agent doit être à son domicile ou à proximité et doit être disponible 24h/24h et 7j/7.

Moyens mis à disposition : un téléphone portable professionnel.

Décompte de la période d'intervention : le temps écoulé entre le départ du domicile et l'heure de retour à son domicile dès la mission terminée.

Chaque agent d'astreinte effectue son service en fonction du planning établi et validé par les chefs de services. Les agents sont informés au moins **2 mois** avant leur période d'astreinte, sauf situation exceptionnelle.

2-2 – Les autres équipements sportifs : salle Gym' Agglo et stade d'athlétisme Offard

Une entreprise extérieure assure les astreintes liées au chauffage.

Les astreintes techniques liées aux interventions électriques sont assurées par l'astreinte technique du réseau des piscines, dont le départ est déclenché par l'astreinte de décision.

2-3 – Le service d'accueil des Gens du Voyage

Le service est composé de 6 ETP dédiés qui assurent toutes les astreintes techniques à tour de rôle.

L'astreinte n'est pas destinée à effectuer les démarches d'entrées et sorties des aires d'accueil qui n'ont lieu que sur les créneaux horaires de présence habituelle des agents du lundi au vendredi (horaires de bureau). Aucune gestion des entrées et sorties n'est effectuée les samedis, dimanches et jours fériés.

En revanche, une astreinte technique est assurée 365 jours par an 24h/24 pour les motifs suivants :

- Alimentation électrique et réseaux
- Appui technique aux communes pour gérer les stationnements illicites ou pour gérer les installations non autorisées sur les Zones d'activités
- Grands rassemblements estivaux
- Sollicitations des services de l'État et des secours

Ainsi, les agents du service effectuent une semaine complète d'astreinte, à tour de rôle, du lundi 8h au lundi 8h selon un planning établi au trimestre.

Pour ces astreintes d'exploitation et de sécurité, les agents utilisent exclusivement un véhicule de service et numéro de téléphone dédié basculé sur le mobile de l'agent d'astreinte.

2-4 – Le service technique du Théâtre Le Dôme

Les astreintes techniques organisées pour l'équipement le Dôme fonctionnent de la manière suivante : 4 agents composent le service d'astreinte du Dôme, cette astreinte technique est assurée 365 jours par an et 24h/24 pour les motifs suivants :

- Alarme incendie
- Alarme intrusion
- Alimentation et coupure électrique
- Surveillance de la GTB du bâtiment

Ainsi les agents du service effectuent une semaine complète d'astreinte, à tour de rôle du lundi 8h00 jusqu'au lundi suivant 8h00 selon un planning annuel.

Pour ces astreintes, les agents utilisent leur véhicule personnel (avec remboursement des frais de déplacements) et sont tous équipés d'un téléphone recevant toutes les alarmes du bâtiment.

L'agent d'astreinte est joignable via le numéro de téléphone du PC sécurité renvoyé chaque soir vers le téléphone professionnel de l'agent.

2-5 – La régie Eaux Saumur Val de Loire

Les astreintes techniques organisées pour les besoins de la Régie Eaux Saumur Val de Loire sont détaillées dans un règlement d'astreinte, joint à la présente délibération.

2-6 – La surveillance des digues de Saumur

Les astreintes techniques organisées pour la surveillance des digues de Saumur fonctionnent de la manière suivante :

En période de crue de la Loire ou du Thouet entre le 1^{er} novembre et le 30 juin une surveillance de l'ouvrage est réalisée par 9 agents. Parmi les 9 agents, deux agents sont nommés de rang 1 (le responsable du service environnement et le chargé de mission prévention des risques), les 7 autres sont nommés de rang 2 (agents de surveillance). A noter que des agents de la ville de Saumur participent également à cette surveillance.

Les astreintes techniques organisées pour la surveillance de la digue fonctionnent selon les niveaux de la Loire :

- Niveau 1-1 (entre 4,00 et 4,50 m à l'échelle de Saumur) : 1 agent de rang 1 se rend un jour sur deux sur l'ouvrage pour surveiller l'ensemble du linéaire aux heures ouvrables, y compris week-ends et jours fériés.
- Niveau 1-2 (entre 4,50 m et 5,00 m à l'échelle de Saumur) : 1 agent de rang 1 se rend tous les jours sur l'ouvrage pour surveiller l'ensemble du linéaire aux heures ouvrables, y compris week-end et jours fériés.
- Niveau 2 (entre 5,00 m et 5,95 m à l'échelle de Saumur) : 1 agent de rang 1 ou 2 (et 1 agent de suppléance) se rendent sur l'ouvrage pour surveiller l'ensemble du linéaire 7j/7 et 24h/24, avec un roulement en 3x8h.

Au-delà de 5,95m, la surveillance est arrêtée et les agents mis en sécurité.

Moyens de communication :

Les agents de rang 1 sont alertés directement sur leur téléphone portable par l'Établissement Public (EP) Loire ou des alertes Vigicrue. Les agents de rang 2 sont alertés par mail et téléphone par l'un des agents de rang 1 au minimum 48 h à l'avance.

Les obligations de l'agent d'astreinte :

L'agent d'astreinte a pour obligation :

- De se rendre disponible à la période donnée et selon le planning de surveillance établi ;
- D'assister à la formation annuelle proposée par l'EP Loire ;
- D'être dans une bonne condition physique et de savoir nager ;
- De posséder un permis B.

Définition des missions pour lesquelles il est mandaté pour intervenir :

Les agents d'astreintes sont mandatés pour les missions suivantes :

- Surveillance de l'ouvrage ;
- Rédaction de compte rendu de visite succinct ;

Les agents de rang 1 ont aussi pour mission :

- D'assurer une veille hydrologique ;
- De vérifier les documents de surveillance et le matériel utilisé lors de la surveillance ;

2-7 – La surveillance de la digue de l'Authion

À partir du 28 janvier 2024, une surveillance sera aussi nécessaire sur la digue de l'Authion en cas de crue. À ce jour, les modalités ne sont pas encore connues mais la surveillance sera aussi fonction des niveaux de la Loire. Un avenant à la présente délibération pourra régler les dispositions qui s'appliqueront à cette astreinte.

2-8 – Le service des bâtiments communautaires et la gestion des zones d'activité

Il n'y a actuellement pas d'astreintes décisionnelle, d'exploitation ou de sécurité mises en œuvre pour ce secteur d'activité. En cas de besoin, et en fonction des conventions qui ont été établies avec les communes, l'astreinte de la commune sur laquelle est implanté l'équipement communautaire peut être déclenchée pour une intervention.

De même, l'agglomération dispose de contrats de prestations de services avec des sociétés privées pour des missions spécifiques nécessitant des interventions en dehors des heures d'ouverture des services de la Communauté d'Agglomération (gardiennage de site, gestion de l'Installation Terminale Embranchée de Méron, etc...).

2-9 – Le service en charge de la gestion du Thouet

Ponctuellement, les services techniques de la CASVL peuvent être amenés à gérer en dehors des heures de travail des incidents sur les installations techniques de gestion du Thouet (dysfonctionnements des barrages) ou à gérer des situations de crise liées au contexte climatique (mortalité importante de poissons suite à épisode de sécheresse, gestion des embâcles suite à des crues, corps étrangers présents dans le Thouet, etc...).

Ces interventions ne font actuellement pas l'objet d'astreintes d'exploitation ou de sécurité. Un avenant à la présente délibération pourra régler les dispositions qui s'appliqueront à ce service.

Article 3 - Emplois concernés par les astreintes

Les emplois concernés par les astreintes susvisées relèvent principalement de la filière technique. Généralement, les agents en position de responsabilité sur les services appelés à effectuer les astreintes entrent eux aussi dans le dispositif.

La nécessité d'assurer des astreintes figure dans les fiches de postes des agents concernés et le cas échéant, est précisée dans les fiches de recrutement en cas d'appel à candidatures.

Article 4 - Modalités de rémunération ou de compensation

Les agents qui bénéficient d'un logement par nécessité absolue de service ou d'une NBI au titre des emplois administratifs de direction, ne peuvent bénéficier des indemnités et compensations.

Les agents de la filière **technique** disposent d'un régime spécifique de compensation vis-à-vis des autres filières.

Ces différenciations proviennent directement du régime indemnitaire applicable aux personnels du Ministère de l'Équipement et des Décrets n° 2003-363 du 15 avril 2003 et n° 2003-545 du 18 juin 2003 qui s'imposent donc à l'employeur.

4-1 – Les astreintes pour les agents de la filière technique

Astreinte : Pour les agents titulaires ou contractuels relevant de la filière technique, il y a 3 types d'astreinte :

- les astreintes d'exploitation : situation des agents qui doivent rester à domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir à tout moment
- les astreintes de sécurité : situation des agents appelés à participer à un plan d'intervention si besoin de renforcer les moyens humains suite à un événement soudain de « crise »
- les astreintes de décision (uniquement pour les personnels d'encadrement) : situation des personnels d'encadrement pouvant être joints en dehors des heures d'activité normale du service, afin d'arrêter des dispositions nécessaires.

Les montants des indemnités d'astreinte d'exploitation et de sécurité sont majorés de 50 % si l'agent est prévenu moins de 15 jours francs avant le début de l'astreinte.

Interventions :

Les interventions effectuées à l'occasion d'une période d'astreinte peuvent donner lieu à une compensation en temps majoré ou à une rémunération.

Une même heure d'intervention ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une rémunération.

4-2 – Les astreintes pour les agents ne relevant pas de la filière technique

Pour les cadres d'emplois des autres filières qui seraient le cas échéant soumis à des astreintes, des interventions ou des permanences suivant la délibération prise par l'assemblée délibérante, les modalités de rémunération sont les suivantes :

Astreintes :

Pour toutes les filières, les périodes d'astreinte sont indemnisées ou compensées en fonction des besoins du service. La rémunération ou la compensation en temps des astreintes sont exclusives l'une de l'autre : l'organe délibérant donne à l'autorité territoriale compétence pour choisir en fonction des besoins du service, si les périodes d'astreinte sont rémunérées ou compensées.

Interventions pendant l'astreinte (la rémunération s'ajoute à l'indemnité d'astreinte)

L'indemnité d'astreinte rémunère la contrainte liée à la possibilité d'être mobilisé mais ne concerne pas l'éventuelle intervention pendant la période d'astreinte qui peut donner lieu elle-même à une indemnité ou à une compensation spécifique.

A défaut d'être indemnisées, les périodes d'intervention peuvent être compensées par une durée d'absence.

La rémunération et la compensation en temps des interventions sont exclusives l'une de l'autre.

L'organe délibérant donne à l'autorité territoriale compétence pour déterminer si les périodes d'intervention sont rémunérées ou compensées, en fonction des besoins du service.

II - RÉGIME DES PERMANENCES

Article 5 - Cas de recours à la permanence

Rappel définition : La permanence correspond à l'obligation faite à un agent de se trouver sur son lieu de travail habituel, ou un lieu désigné par son chef de service, pour nécessité de service, un samedi, un dimanche ou lors d'un jour férié ".

Ainsi, au regard de la définition donnée par le décret, la permanence constitue une obligation de travail sans travail effectif et intervenant uniquement les samedis, dimanches ou jours fériés.

Les permanences effectuées par le service des Systèmes d'information (service commun avec la Ville de Saumur)

Les cas dans lesquels on peut recourir à une permanence pour le service SI sont notamment établis par détermination des jours particuliers (exemples : dimanches et jours fériés le cas échéant – élections politiques – manifestations particulières). Ils font obligatoirement l'objet d'une contractualisation (et donc financement spécifique) avec la collectivité adhérente au service commun qui en effectue la demande.

Article 6 - Modalités d'organisation

Le lieu de travail où s'effectue la permanence est déterminé selon chaque type de permanences. L'agent connaît en principe préalablement l'heure de démarrage et l'heure de fin de la permanence à effectuer (sauf circonstances particulières comme les élections par exemple).

L'agent de permanence a, préalablement à la mission, reçu une définition précise des missions pour lesquelles il est mandaté pour intervenir.

Article 7 - Emplois concernés

Les emplois concernés par les permanences concernent tous les agents du service SI en capacité technique d'effectuer les besoins spécifiques à chaque permanence.

III – MODES DE COMPENSATION ET DE REMUNERATION D'UNE ASTREINTE, INTERVENTION OU PERMANENCE

Article 8 - Modalités des compensations financières pour la filière technique sont les suivantes : (Montants au 1^{er} mai 2023)

8 – 1 - Pour la REGIE EAUX SAUMUR VAL DE LOIRE, les montants sont fixés en « brut » à l'article 4 du Règlement des astreintes de la Régie en cours d'élaboration avec le Comité Social Economique. Ils sont basés sur ceux existants dans la collectivité pour les agents publics.

La durée de l'intervention est considérée comme du temps de travail effectif (article L.3121-9 du Code du travail) et rémunérée comme tel, au-delà de la 37^{ème} heure de travail hebdomadaire effectif, selon les barèmes suivants :

- Les temps d'intervention pendant l'astreinte, donnent lieu à une majoration de salaire de 25 %, de la 36^{ème} heure à la 43^{ème} heure,
- Les temps d'intervention pendant l'astreinte, donnent lieu à une majoration de salaire de 50 %, au-delà de la 43^{ème} heure,
- Les heures d'intervention travaillées un dimanche ou jours fériés, donnent lieu à une majoration de salaire de 50 %.

8 – 2 - Pour tous les autres services de la Communauté d'agglomération

ASTREINTES DE SECURITE

Les rémunérations brutes des périodes d'astreintes sont réglementairement fixées et peuvent donc varier en fonction des textes en vigueur. A la date de la présente délibération, ils sont les suivants :

- Astreinte une semaine complète : 149,48 €.
- Astreinte une nuit entre le lundi et le samedi ou la nuit suivant un jour de récupération : 10,05€
- Astreinte fractionnée inférieure à 10 heures : 8,08 €
- Astreinte couvrant une journée de récupération : 34,85 €

Astreinte le week-end (vendredi soir au lundi matin) : 109,28€

Astreinte le samedi : 34,85 €

Astreinte le dimanche ou jour férié : 43,38€

- Permanence : 3 fois l'indemnité d'astreinte
- Personnel d'encadrement (astreinte de décision) : 1/2 de l'indemnité d'astreinte

Les montants des indemnités d'astreinte sont majorés à 50% lorsque l'agent est prévenu de sa mise en astreinte pour une période donnée moins de 15 jours francs avant le début de cette période

En cas d'intervention durant une astreinte, les heures sont rémunérées en IHTS - indemnité horaire pour travaux supplémentaires.

ASTREINTES D'EXPLOITATION

Montant brut de l'indemnité d'astreinte versée aux agents techniques	
Période d'astreinte	Montant de l'indemnité
Semaine complète	159,20 €
Nuit	10,75 € (ou 8,60 € si astreinte fractionnée inférieure à 10 heures)
Samedi ou jour de récupération	37,40 €
Dimanche ou jour férié	46,55 €
Week-end (du vendredi soir au lundi matin)	116,20 €

Article 9 - Modalités des compensations financières ou en repos compensateur pour les autres filières que la filière technique (Montants au 1^{er} mai 2023)

Les agents relevant des autres filières que la filière technique peuvent avoir le choix entre le repos compensateur ou la rémunération.

- 1 - En cas de repos compensateur, dans le cadre d'une permanence, l'agent se verra attribuer une augmentation de la récupération du temps de permanence égale à 25%.
- 2 - Dans le cadre d'une astreinte, la compensation supplémentaire à la récupération varie en fonction de sa durée, et du type de jour :
 - Semaine complète : 1 jour et demi
 - Vendredi soir au lundi matin : 1 jour
 - Lundi matin au vendredi soir : ½ journée
 - 1 jour ou 1 nuit week-end ou jour férié : ½ journée
 - 1 nuit en semaine : 2 heures
- 3 - En cas d'intervention durant l'astreinte, la compensation horaire supplémentaire à la récupération est majorée de 10% (entre 18H et 22H et le samedi entre 7H et 22H) et de 25% (entre 22H et 7H et le dimanche ou jour férié).
- 4 - Les compensations financières brutes pour les autres filières sont les suivantes :

ASTREINTES DE SECURITE

- Astreinte une semaine complète : 121 €
- Astreinte lundi soir au vendredi soir : 45 €
- Astreinte un jour ou une nuit de week-end ou férié : 18 €
- Astreinte une nuit de semaine : 10 €
- Du vendredi soir au lundi matin : 76 €
- Permanence la journée du samedi : 45 €, 22,50 € la demi-journée
- Permanence la journée du dimanche et jour férié : 76 € la journée 38 € la demi-journée
- En outre, en cas d'intervention durant l'astreinte, l'indemnisation s'élève à 11€/heure (entre 18 heures et 22 heures, ainsi que les samedis entre 7 heures et 22 heures) et à 22€/heure (entre 22 heures et 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés).
- Le régime d'astreinte et de permanence dans les collectivités territoriales est directement référence aux contraintes du service public et aux obligations des fonctionnaires, et fait l'objet d'une compensation réglementée en référence au régime de la fonction publique de l'Etat.

ASTREINTES D'EXPLOITATION

Accusé de réception en préfecture
049-200071876-20230706-2023-074-DC-DE
Date de télétransmission : 12/07/2023
Date de réception en préfecture : 12/07/2023

Montant brut de l'indemnité d'astreinte versée aux agents non techniques

Période d'astreinte	Montant de l'indemnité
Semaine complète	149,48 €
Du vendredi soir au lundi matin	109,28 €
Du lundi matin au vendredi soir	45 €
Samedi	34,85 €
Dimanche ou jour férié	43,38 €
Nuit de semaine	10,05 €

Les membres du CST ont été sollicités pour émettre un avis sur ces propositions en la séance du 8 juin 2023.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **DE FIXER** comme indiqué ci-dessus le régime des astreintes et permanences de la Communauté d'agglomération pour l'ensemble de ses services
- **DE DECIDER** que sauf disposition expresse de l'assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité Social Territorial compétent, ces dispositions seront reconduites tacitement chaque année ; Elles pourront être modifiées par voie d'avenant
- **D'INSCRIRE** au budget les crédits correspondants ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document se rapportant à cette affaire ;
- **DE CHARGER** l'autorité territoriale de veiller à la bonne exécution de cette délibération, qui prend effet à partir de la date du Conseil Communautaire.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Résultat des votes :

Pour : 68

Contre :

Abstention :

Date de transmission au contrôle de légalité :

Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Date d'affichage :


Jackie GOULET CLAISSE